

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

jeunes.npa2009.org

#40
2014
2015

1€

**CONTRE CE GOUVERNEMENT AU SERVICE
DES RICHES ET DES PATRONS**



ZOOM SUR

**La situation
au Moyen-
Orient**

P.6

DOSSIER

**Pourquoi
l'Etat
réprime ?**

P.3



★ **Édito** ★

Pour notre avenir, tous ensemble dans la rue !

Le 25 octobre dernier, Rémi Fraisse, un jeune militant de 21 ans était tué par la police à Sivens où il occupait la zone du Testet pour empêcher la construction d'un nouveau barrage, un projet anti-écologique ne servant les intérêts que d'une poignée de grosses exploitations agricoles. La mort de Rémi est la conséquence directe de la politique répressive du gouvernement de François Hollande qui tente de faire taire tous ceux qui s'opposent à sa politique, allant jusqu'à permettre à la police d'utiliser des armes militaires comme les grenades offensives pour faire reculer les manifestants. Sa mort a suscité l'indignation de milliers de personnes et notamment de jeunes, qui n'ont pas hésité à braver les interdictions de manifester pour sortir dans la rue et dénoncer la violence d'état et la politique du gouvernement. Des lycéens parisiens aux étudiants toulousains, c'est le rejet de tout un système qu'exprime la jeunesse mobilisée, un système entretenu par un gouvernement prêt à tout pour servir les intérêts des riches et des puissants. Car la répression qui s'abat aujourd'hui sur les jeunes militants écologistes du Testet ou de Notre Dame des Landes, mais aussi sur les salariés qui dans les entreprises se battent pour sauver leurs emplois, ou encore sur les militants pro-palestiniens, n'est pas le fruit du hasard. Si le gouvernement réprime, c'est pour mieux s'attaquer à tous les acquis sociaux des jeunes et des salariés et continuer à mener sa politique d'austérité et pro-patronale en toute tranquillité, sans que la contestation ne s'étende. Et cette politique il la mène sans complexe ! Dans les dernières semaines, ce sont de nouvelles baisses de budget de plusieurs millions d'euros qui ont été annoncées dans les services publics, notamment dans les universités, alors que nos conditions d'étude sont plus que jamais dégradées et qu'obtenir un diplôme est devenu un véritable parcours du combattant. Dans les lycées, alors que les postes d'enseignants manquent cruellement, le gouvernement s'en prend aux zones d'éducation prioritaire et tente par ce biais de s'attaquer aux conditions d'étude des lycéens les plus démunis !

Mais la colère monte face à cette politique : les jeunes, les travailleurs n'en peuvent plus de courber l'échine face à toutes ces attaques et des résistances s'organisent. Les grèves locales se succèdent dans l'éducation, les étudiants toulousains se mobilisent par milliers... Nous devons amplifier ces mobilisations, les unifier dans un bras de fer contre ce gouvernement des riches qui veut faire de nous une génération sans avenir ! Face aux violences policières et à la violence sociale quotidienne que nous impose la société capitaliste, c'est la convergence de toutes nos luttes qu'il s'agit plus que jamais de construire !

La Sncf est coupable

En 2013 le déraillement d'un train à Brétigny a fait 7 morts. Un cabinet d'experts vient d'établir que le nombre d'agents de surveillance des équipements avait été réduit de moitié entre 2010 et 2012, et que la pièce de la voie défectueuse avait été signalée en 2011 et pas remplacée. Partout l'austérité tue.

Hayange : le vrai visage du FN

La commission des comptes de campagne électorale a rejeté celui du maire d'Hayange qui n'y aurait pas fait figurer plusieurs milliers d'euros de dépenses. Contrairement à ses slogans, le FN n'est pas différent des autres partis qui défendent le système. Une tricherie ? Peu leur importe, l'essentiel est de s'installer dans les institutions pour servir la bourgeoisie.

Une société d'inégalités

Selon un rapport de l'ONG Oxfam sur les inégalités dans le monde, les 85 personnes les plus riches détiennent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Le nombre de milliardaires a pratiquement doublé depuis le début de la crise financière. En France l'évolution est la même : les 1% les plus riches possèdent autant que les 70% les plus pauvres. Les fortunes cumulées des familles Bettencourt et Arnault représentent autant que ce que possèdent les 20% des français les plus pauvres. Décidément, ce n'est pas la crise pour tout le monde.

Retour vers le futur ?

Il paraît que Sarkozy est « de retour ». C'est bizarre. A voir la politique actuelle du gouvernement, on n'avait pourtant pas l'impression qu'il avait quitté l'Élysée.

Le chiffre : 30,3%

En 2013, les rémunérations distribuées aux actionnaires ont augmenté de 30,3%. Ce résultat place la France comme le pays d'Europe qui a versé le plus de dividendes. Et l'Europe a elle-même été la zone la plus prodigue de la planète. Cherchez l'erreur !

Les mensonges de l'Etat sur la mort de Rémi Fraisse

Ce qui s'est réellement passé

Dans la nuit du 25 au 26 octobre, à 1 h 50 du matin, le jeune manifestant de 21 ans est tué par une grenade offensive lancée par un gendarme lors des affrontements entre des opposants au projet de barrage de Sivens (Tarn) et des militaires.

Entre 1h40 et 1h50 du matin, à l'aide de leurs jumelles, les militaires voient un manifestant s'effondrer au sol.

Au milieu des cris, un gendarme tente de se rassurer : « C'est bon, il va se relever ! Il va se relever, c'est bon ! » Rémi Fraisse ne se relève pas. Sept minutes passent.

A 2 heures, « On y va ! », un peloton fait une sortie pour récupérer le corps. Les militaires ramènent le corps inerte de Rémi Fraisse. « Il respire ou quoi ? » s'inquiète le supérieur. L'infirmier de l'escadron tente alors les gestes de premiers secours.

A 2h30, un gendarme s'écrie : « Il est décédé, le mec ! Là, c'est vraiment grave... Faut pas qu'ils le sachent ! »

Dans les dix minutes suivantes, le parquet a été avisé de la situation.

Ce qu'on a tenté de nous faire croire

Dimanche 26/10

Une dépêche AFP tombe à 9 h 55 : « Le corps d'un homme a été découvert dans la nuit de samedi à dimanche sur le site du barrage contesté de Sivens (Tarn) ». La dépêche précise que le corps a été « découvert » par les gendarmes « vers 2 heures du matin ». Comme s'ils étaient tombés sur la dépouille par hasard.

Vers 17 heures, le procureur d'Albi affirme ainsi : « Il est aujourd'hui impossible de vous répondre sur les causes de la mort de Rémi Fraisse ».

Le dimanche, à 20 h 18, alors que les gendarmes ont reconnu sur procès-verbal que Rémi Fraisse était certainement mort du tir d'une grenade venue de leur camp, Bernard Cazeneuve, le ministre de l'intérieur, fait une déclaration : « Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, parmi lesquelles des individus très violents, certains cogoulés, qui ont commis des dégradations dans la ville, porté atteinte au Monument aux morts et brûlé des drapeaux tricolores », dénonce le ministre de l'intérieur. Pas un mot sur la mort de Rémi Fraisse, rien sur les conditions de sa mort : comme si rien ne s'était passé.

Silence total de l'Etat pendant 48 heures.

Lundi 27/10

Le soir à 23 h 40, près de 48 heures après le drame, Bernard Cazeneuve réagit enfin à la mort de Rémi Fraisse, mais il ne dit rien de la responsabilité des forces de l'ordre. Au contraire, il critique une nouvelle fois la prétendue violence des opposants au barrage de Sivens : « Depuis le début du mois de septembre, en marge des mobilisations pacifiques dans le Tarn, des violences inacceptables sont commises. Ces violences n'ont pas leur place dans un État de droit et doivent être condamnées ».

Apparemment, tuer un jeune militant avec une grenade offensive ne rentre pas dans la catégorie des violences inacceptables pour Bernard Cazeneuve, qui a d'ailleurs mis trois semaines à interdire l'usage des grenades offensives pour les opérations de maintien de l'ordre.

Et comme le gouvernement et l'Etat n'ont vraiment honte de rien, décernons les palmes des déclarations les plus abjectes :

Palme numéro 1 : En Lundi 27, deux jours après la mort de Rémi Fraisse, Thierry Carcenac, président du conseil général du Tarn, explique à La Dépêche du Midi que « mourir pour des idées, c'est une chose, mais c'est quand même relativement stupide et bête ».

Palme n°2 : Lundi 27 octobre, soit deux jours après la mort de Rémi Fraisse, Hollande et Valls se rendent aux obsèques du PDG de Total, déclarant avoir perdu « à titre personnel un ami ».

Léa, Nanterre

★ **Ferguson : racisme d'Etat et jeunesse à l'offensive**

Le 24 novembre, le Grand Jury convoqué à l'occasion a décidé que Darren Wilson, l'officier blanc qui avait assassiné l'afro-américain Michael Brown âgé de 18 ans à Ferguson (Missouri) le 9 août ne serait pas poursuivi. Des dizaines de milliers d'afro-américains sont descendus dans la rue suite à la décision, principalement des jeunes, malgré les appels au calme de Barack Obama et de pasteurs connus liés au Parti Démocrate. Les manifestations sont soit pacifiques, soit se transforment en émeutes. Le niveau de répression est très élevé. Le gouverneur de l'état du Missouri a même mobilisé la Garde Nationale, à Ferguson.

Ces jeunes sont descendus manifester non seulement pour Michael Brown mais aussi par rapport aux centaines d'assassinats d'afro-américains par la police qui ont lieu chaque année aux Etats-Unis (entre 300 et 400 selon les sources) et qui restent impunis. Dans la même journée, un jeune garçon afro-américain de 12 ans a été abattu par la police parce qu'il jouait avec un pistolet en plastique dans un parc... Les manifestants mettent les mains en

l'air en s'exclamant : « S'il vous plaît ne tirez pas ! », les ultimes actes de Michael.

On voit clairement une rupture générationnelle entre les défenseurs des droits civiques de la génération d'avant et ces jeunes. Alors que ces premiers défenseurs ont pu bénéficier des politiques de discrimination positive et accéder à la classe moyenne, depuis Bush fils celles-ci sont en train d'être supprimées. Alors que beaucoup des anciens leaders sont prisonniers d'une lutte défensive autour justement de ces politiques de discrimination positive, les jeunes réclament bien plus : la fin de l'incarcération de masse des afro-américains, des assassinats policiers, et enfin l'égalité sociale réelle qu'on a promis aux afro-américains depuis la fin de l'esclavage et de la ségrégation... Reprenons leurs mots : Rest in Power Michael, continue de nous inspirer force et détermination pour mettre fin au système américain capitaliste et raciste.



POURQUOI L'ÉTAT RÉPRIME ?

Le 9 août, Michael Brown (Mike), un jeune homme de 18 ans qui venait d'obtenir son baccalauréat et devait entrer à l'université, a été impitoyablement abattu par Darren Wilson, un policier blanc, à Ferguson (Missouri, États-Unis). Son crime ? Être noir et jeune dans une société foncièrement raciste. Après avoir demandé à Mike, qui se promenait dans la rue, de regagner le trottoir, le policier a tiré une première fois. Selon les témoins, Mike a alors levé ses mains pour envoyer un signal clair qu'il n'était pas armé et ne représentait aucune menace. Malgré ce geste, le policier a continué à tirer, assassinant le jeune homme sur le champ. Face à l'image de ce jeune corps inerte, criblé de six balles, la ville s'est embrasée contre cette brutalité policière pure.

« Qui l'État réprime-t-il ? »

Depuis plusieurs semaines l'État multiplie les actes de répressions. Cette violence ne s'exerce pas au hasard. C'est en direction des classes populaires et contre celles et ceux qui tentent de s'opposer au gouvernement et au patronat que les coups tombent systématiquement. Dernière exemple en date : la mort de Rémi Fraisse. Cette étudiant toulousain s'opposait avec plusieurs autres centaines de manifestants à la construction d'un barrage inutile à Svens. Il a trouvé la mort à cause d'un projectile policier suite à plusieurs jours de répressions et l'utilisation de près de 300 grenades. Depuis les mesures se succèdent pour réprimer les jeunes et les travailleurs qui réagissent à cette assassinat : occupation quasi-militaire des quartiers populaires de St Denis, interdiction de manifester ou d'organiser des AGs comme à l'université de Rennes 2 ou encore l'utilisation systématique de gaz lacrymogène ou de flashball contre les manifestants.

Par contre, on n'a jamais vu un « beau quartier » retourner par la police pour y trouver les fraudeurs fiscaux qui cachent leur argent en Suisse ou les patrons qui délocalisent leur usine en secret et jettent des milliers de familles à la rue.

« L'État ne serait pas neutre ? »

L'État n'est pas neutre. De tout temps il a été au service de la classe dirigeante. On nous répète par exemple depuis des années que les caisses sont vides pour financer les universités, les lycées ou pour augmenter les salaires. Par contre des milliards sont toujours disponibles pour faire des cadeaux aux grandes entreprises à l'image du « pacte de responsabilité » qui finance des capitalistes comme Peugeot ou Total à hauteur de 50 milliard. Alors même que ces entreprises utilisent cet argent pour engraisser leurs actionnaires et licencient par centaine leurs salariés. Pour s'assurer un contrôle sur la politique que mène le gouvernement, les patrons ne s'embarrassent pas d'artifice. Cela se fait par le moyen le plus sûr : la dette de l'État. Cette dette est issue des emprunts que l'État contracte auprès des banques et qu'il doit ensuite rembourser. Ainsi, par le biais de la dette, le grand patronat et les banques à son service ont un contrôle direct sur les investissements de l'État. Pas étonnant que le remboursement de la dette constitue le deuxième poste budgétaire.

« Mais alors pourquoi les patrons et les libéraux veulent toujours « moins d'État » ? »

Quand il s'agit de sauver le capitalisme par des plans de relance familiaux, on n'entend pas un patron qui crie au scandale. Moins d'État mais pas n'importe quand et pas pour n'importe quoi. Quand il s'agit de privatiser des secteurs rentables pour faire des profits (comme La Poste ou

GDF par exemple) il faut moins d'État.

Pour les secteurs soi-disant non-rentables, comme la sécurité sociale par exemple, l'intervention de l'État est favorisée. Par exemple, plutôt que de prendre sur des cotisations patronales pour financer l'assurance maladie, on propose de le faire par le biais de l'État, c'est-à-dire de nos impôts. C'est ce qu'on appelle la socialisation des pertes et la privatisation des profits.

« Mais l'État n'est-il pas démocratiquement élu ? »

Sous son vernis démocratique, l'État est composé avant tout de hauts fonctionnaires non élus, qui se sont hissés au sommet de la hiérarchie en prouvant leur attachement à la classe des riches et aux pires idées réactionnaires.

L'État major d'armée en est un bon exemple. Durant l'épisode des manifs contre le mariage pour tous, on a par exemple appris que le général Dary, ancien gouverneur de Paris était l'un des principaux organisateurs de ces « manifs pour tous ». Son ami, le général Puga, qui est aujourd'hui considéré comme le plus haut gradé de l'armée française, peut lui se vanter d'avoir un frère catho intégriste à la pointe des idées homophobes. Pas étonnant qu'à aucun moment, ces manifestants haineux des beaux quartiers n'aient été inquiété par une interdiction de manifestation comme c'est le cas pour les rassemblements palestiniens ou ceux en hommage à Rémi Fraisse.

« Sans l'État et l'armée, qui nous défendrait ? »

L'armée française ne sert pas à défendre la population dans son ensemble. Elle sert à défendre les intérêts de l'impérialisme français. Sept bases militaires permanentes existent aujourd'hui en Afrique. Ce n'est pas pour assurer « la paix » mais plutôt pour intervenir dès que les intérêts de Bouygues, Total ou Bolloré sont menacés.

L'intervention militaire en 2013 au Mali en est une bonne démonstration. L'opération Serval était présentée comme une guerre humanitaire. En vérité l'objectif était de sécuriser les intérêts de quelques capitalistes français notamment dans la zone proche du Niger qui fournit une grande partie de l'uranium à l'entreprise française Areva. Plus d'un an et demi après le début de l'opération, aucun des problèmes de la population n'a été réglé. Les djihadistes sont toujours bien présents et la guerre a accentué la misère. L'armée française qui ne devait resté que quelque mois est toujours sur place et elle sert aujourd'hui d'appui à un gouvernement qui fait face à une importante vague de grèves et de contestations dans la population.

« Mais l'État a toujours existé ? »

L'État n'a existé que pendant une petite partie de l'histoire de l'humanité. Et il

à lire

L'État et la révolution de Lénine

La conception marxiste de l'État d'Ernest Mandel

il est le produit de la division de la société en classes sociales distinctes. Quand une minorité de la population a pu se libérer de la nécessité de travailler, en vivant du travail des autres, elle a pu constituer un patrimoine qui au fur et à mesure de l'histoire s'est transformé en capital, jusqu'à l'apparition du capitalisme. Pour s'assurer que ce capital reste entre ses mains, les classes dirigeantes ont eu besoin d'institutions pour garantir leur domination sur le reste de la société. Là est l'origine historique de l'État. Il disparaîtra quand disparaîtront ces contradictions et cette domination... une fois le capitalisme renversé !

« Alors pourquoi l'État réprime ? »

Car fondamentalement l'État n'est pas neutre.

La répression est la défense de l'ordre établi, notamment de l'ordre économique. C'est donc la défense de la propriété privée des moyens de production. C'est la défense des profits d'une minorité de la population tirés de l'exploitation du travail de la majorité. Engels disait : « L'État se résume à un groupe d'hommes en armes ». Cette définition est toujours d'actualité même si l'État a évolué et s'est perfectionné au fil des années, notamment dans ses formes de contrôles, de répression et d'intégration idéologique. Car le rôle de l'État n'est pas seulement de réprimer tout ce qui bouge. Une telle société n'est guère imaginable. Pour maintenir l'ordre, l'idéologie dominante, et particulièrement les illusions dans les institutions, sont d'un grand secours aux capitalistes. Comme le chante La Rumeur : « La meilleure des polices ne porte pas l'uniforme (...). La meilleure des polices c'est ton taf, la télé, tes crédits (...). C'est tes retenues sur salaire et le découvert avant la fin de la semaine (...). La meilleure des polices c'est quand les pauvres savent rester à leur place sans besoin de les matraquer. »

« Pourquoi se poser cette question aujourd'hui ? »

Notre rapport aux institutions et donc à l'État n'est pas une question purement théorique. Dans nos luttes, au quotidien, nous sommes confrontés à ce problème. Par exemple, dans une mobilisation, faut-il compter sur nos propres forces et massifier le mouvement ou interpellier les députés ? Pour résister aux attaques du gouvernement et mettre un coup d'arrêt à sa politique, faut-il compter sur nos Assemblées

Générales ou sur l'Assemblée Nationale ? L'État est au service des intérêts de la classe dirigeante, nous ne pouvons pas compter sur lui pour nous défendre. Vouloir renverser le capitalisme pour construire une autre société implique donc de renverser ses institutions pour en construire de nouvelles, par en bas.

Mathias Lillie

La répression est la défense de l'ordre établi, notamment de l'ordre économique. C'est donc la défense de la propriété privée des moyens de production. C'est la défense des profits d'une minorité de la population tirés de l'exploitation du travail de la majorité. Engels disait : « L'État se résume à un groupe d'hommes en armes ».



La police nous protège ? MAIS QUI NOUS PROTÈGE DE LA POLICE ?

★ Mobilisation : le Mirail en lutte !

« Du fric pour les facs, les lycées et la biodiversité, pas pour les flics ni pour l'armée », tel est le mot d'ordre lancé par les étudiants toulousains mobilisés !

Les étudiants mobilisés contre la politique du gouvernement. Depuis le début du mois de novembre, les étudiants de l'université Jean Jaurès, dite « le Mirail », sont mobilisés pour de meilleures conditions d'étude, contre la répression et les grands projets inutiles.

Après la mort de Rémi Fraisse, une première assemblée générale a réuni près de six cent étudiants. Lors de la journée de grève de la semaine suivante, ils sont plus de mille en AG et reconduisent le mouvement. Quelques jours après, ils atteignent même les mille-huit-cent ! Chaque journée de grève est l'occasion de se réunir entre étudiants, de débattre et d'aller tous ensemble en manifestations ou en rassemblement pour construire le rapport de force face au gouvernement. Régulièrement, ils sont rejoints dans les manifestations par des étudiants des universités Paul Sabatier et Arsenal et par des lycéens.

Les étudiants du Mirail réclament entre autres l'arrêt des grands et petits projets qui ne sont utiles qu'aux capitalistes (et dont fait parti le barrage de Sivens), l'arrêt de la politique de répression menée par le gouvernement à l'encontre du mouvement social et la démission de Cazeneuve, responsable de la mort de Rémi Fraisse.

Une autre série de revendications porte sur leurs conditions d'étude. En effet, ils déplorent depuis plusieurs années les conséquences des politiques d'austérité dans l'Enseignement supérieur et l'Éducation plus généralement. Déjà au début de l'année, ils s'étaient mobilisés pour réclamer des moyens supplémentaires pour étudier. Au Mirail, faute d'avoir un budget suffisant pour accueillir tous les étudiants dans la filière de leur choix, la direction de l'université avait demandé à certain d'entre eux de se désinscrire. À Paul Sabatier, des dizaines d'heure de travaux pratiques ont été supprimées

et les cours de travaux dirigés sont surchargés.

Puisque il y a de l'argent pour les guerres et la répression, les étudiants toulousains en demandent pour les facs et les lycées !

Dans la rue où sur leur fac, les étudiants réprimés !

Mais quelle que soit la raison de leur colère, ils sont réprimés lorsqu'ils l'expriment. Comme dans d'autres villes de France, plusieurs manifestations ont été interdites. Dans les différents rassemblements qui se sont malgré tout tenus, le gouvernement a joué la provocation en appelant à la dispersion, gérant les manifestants, etc. Au cours de la manifestation du 8 novembre, une quinzaine de militants ont été arrêtés de façon complètement arbitraire et placés en garde à vue. Parmi ceux qui ont comparus immédiatement, certains ont écopé de peines de prison ferme, simplement pour avoir usé de leur droit de mani-

fester ! Ceux qui ne sont pas encore passés en procès (notamment un militant du NPA) sont eux aussi sous le coup d'accusations pouvant entraîner de lourdes peines.

Quand ce n'est pas dans la rue que les étudiants mobilisés sont réprimés, c'est dans leur fac. La veille d'un blocage, alors que celui-ci avait été décidé démocratiquement en AG, la direction de l'université a cherché à intimider les grévistes en faisant appel à la sécurité, maîtres chiens et vigiles privés à l'appui, pour démonter les piquets de grève. À une autre reprise, ils ont tenté d'empêcher l'occupation des locaux en fermant tous les bâtiments dès 18h, alors même qu'il y avait encore des cours. Un hélicoptère a même survolé l'Université !

Très nombreux et déterminés à ne pas se laisser faire, ils ont repoussé ces tentatives et ont trouvé le soutien des personnels de l'université.

Eux aussi de leur côté ont commencé à s'organiser et à se mobiliser. Réunis à 160 en assemblée, enseignants et personnels non-enseignants ont exprimé leur soutien aux étudiants en lutte et la condamnation de l'opération de répression orchestrée par la présidence du Mirail. Ils ont appelé à la grève les 2 et 4 décembre pour permettre la participation la plus massive à l'AG étudiante et pour permettre à l'ensemble du personnel d'aller soutenir, devant le TGI, les manifestants qui passeront en procès. Ils envisagent dès à présent de la reconduire le 11 décembre pour dénoncer, comme les étudiants, une dégradation de leurs conditions de travail.

À la date à laquelle le journal est bouclé, étudiants et personnels du Mirail sont toujours aussi massivement mobilisés. Espérons qu'ils seront bientôt rejoints par d'autres universités !



Retour sur la lutte contre le barrage de Sivens

La lutte contre le barrage de Sivens dure depuis 2011, à travers le collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, puis l'émergence d'une ZAD (Zone à Défendre). Elle a pris plus d'ampleur encore depuis la rentrée de septembre et le début de travaux, jusqu'à la mort, dramatique, de Rémi Fraisse dans la nuit du 25 au 26 octobre dernier. Cette lutte pose non seulement la question de la sauvegarde d'un espace boisé-protégé, d'une zone humide et d'espèces protégées, mais aussi et surtout, celle du droit des capitalistes à détruire l'environnement à des fins économiques.

Contre le droit des capitalistes de détruire l'environnement

Ces barrages, présentés par le Conseil Général du Tarn comme vitaux pour les agriculteurs du coin, ne bénéficieraient, en réalité, qu'à quelques grands exploitants. La FNSEA, grand défenseur de l'agro-business, ne s'y trompe d'ailleurs pas en soutenant le projet. Même des institutions officielles d'expertises, peu réputées pour leur radicalité, ont pourtant émis des réserves quant à la construction du barrage. D'ailleurs, l'état était si peu sûr de son bon droit qu'il a tout fait pour accélérer le déboulement de la zone, sans attendre les résultats des recours en justice initiés par le collectif contre le barrage.

La construction du barrage de Sivens que dénoncent les Zadistes, et plus largement l'ensemble des opposants au projet, s'inscrit dans un système productiviste, guidé par l'idée selon laquelle les capitalistes ont tous les droits, y compris celui de construire des grands projets destructeurs, inutiles et imposés aux populations, qui ne profitent qu'à une petite minorité. Dans le département du Tarn, ce sont une douzaine de barrages du même type qui sont normalement prévus. Mettre en échec le barrage de Sivens, ce serait mettre un coup d'arrêt à toute cette série de barrages !

C'est donc la même bataille qui est menée à Sivens, à Notre-Dame des

Landes, contre la construction du nouvel aéroport ou contre la ferme-usine des millevaches, en Picardie.

Une lutte jeune et dynamique face à une répression féroce

Le modèle de ZAD qui se développe à Sivens (comme contre d'autres grands projets inutiles et imposés) pose les bases d'un autre modèle de société, contre celui qu'on nous impose. Cette bataille a, dès le départ, été jeune, dynamique et s'est appuyée sur les populations locales, premières victimes de la construction. Elle rassemblait plusieurs centaines de personnes, sur place, prêtes à se mobiliser immédiatement.

Par cette lutte, nombreux ont été ceux

qui ont été sensibilisés aux questions écologiques, et plus largement anti-productivistes, voire anticapitalistes.

Ce n'est donc pas pour rien que la répression a été particulièrement féroce, dès l'émergence de la ZAD. Avant même le décès de Rémi Fraisse, la répression policière contre les personnes mobilisées avait déjà fait plusieurs blessés-e-s et gardés-e-s à vue, durant les semaines précédentes. Le gouvernement, par le biais du préfet du Tarn, bras armé local du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, a été en première ligne dans la défense des intérêts des capitalistes face à la population. La mort tragique de Rémi Fraisse n'est finalement que la conclusion logique des agissements

des forces de l'ordre dans la zone du Testet.

Un premier recul du gouvernement

La décision du gouvernement de suspendre les travaux est une première victoire. Le prix est, cependant, très lourd. Mais tant que l'abandon total et définitif du projet n'aura pas été annoncé, la mobilisation devra continuer. C'est d'autant plus nécessaire que d'autres barrages, du même type, sont prévus dans le département. Faire reculer le gouvernement à Sivens constituerait alors un signal fort : il montrerait que mobilisés, dynamiques et nombreux, s'opposent au gouvernement, ça fonctionne !
Thomas (Ivry)

De Malik à Rémi, Zied et Bouna À BAS LA VIOLENCE D'ÉTAT !

La mort de Rémi Fraïsse a mis à nouveau sur la table la question de la violence policière et, plus généralement, de la violence d'État.

Pourquoi l'État réprime-t-il avec autant de violence l'opposition pacifique à un projet comme celui du barrage de Sivens ? On pourrait croire qu'il s'agit uniquement de s'assurer que ce qui est décidé dans les institutions soit appliqué dans les faits. Qu'il met en place les moyens pour mettre en œuvre ce qui aurait été décidé démocratiquement, dans l'intérêt de toutes et tous. Or, dès qu'on y regarde de plus près, l'illusion s'écroule tout simplement. À qui profite la plus part des décisions prises au sein des institutions politiques actuelles ? Quels intérêts sont derrière elles ? S'agit-il d'un intérêt commun, partagé, ou plutôt d'intérêts privés, particuliers ? En effet, qu'il s'agisse de la construction de grands projets comme à Sivens, de l'adoption de lois visant à préciser les conditions d'études des étudiants, à casser les services publics, etc., les bénéficiaires restent les mêmes : ceux qui détiennent le pouvoir réel, le pouvoir économique, c'est-à-dire les capitalistes. L'État n'apparaît donc que comme une immense structure ayant pour but la réalisation des objectifs de cette classe sociale, en vue de sa perpétuation en tant que classe dominante, aux dépens de la grande majorité ; et cela, non seulement par des moyens pacifiques, mais aussi par le recours à la violence dès qu'il y a des résistances.

La violence d'État véhicule aussi toutes les oppressions existantes dans notre société, et sert à les maintenir. En fin de compte, l'ordre politique actuel n'est pas constitué uniquement par des mécanismes d'exploitation économique, mais également par des mécanismes qui discriminent les gens en fonction de leur genre, de leur orientation sexuelle, de leur origine géographique ou sociale, de leur religion, etc. L'État veille à ce que toutes ces oppressions soient maintenues, dans la mesure où elles sont avantageuses pour le pouvoir économique : elles créent de la main d'œuvre plus exploitable, et en même temps divisent les exploités en leur faisant croire qu'ils n'ont pas les mêmes intérêts. Cette violence peut être très subtile comme très extrême. Lorsqu'on regarde les conditions permettant d'avoir un enfant par PMA en France, par exemple, on se rend compte que les lesbiennes, en couple ou pas, ainsi que l'ensemble des femmes célibataires, sont discriminées puisqu'elles ne peuvent pas y accéder. Ça, c'est de la violence d'État, visant ici à maintenir un ordre où l'existence d'un père est toujours vue comme incontournable ou, du moins, comme « positive ». Pourquoi existe-



Manifestation en mémoire de Zied et Bouna en 2005...



... en 1986 pour Malik Oussekine...



... et en 2014 pour Rémi Fraïsse.

Il des lois qui font de certaines personnes des « sans-papiers », stipulent des méthodes pour les chasser et les expulser légalement du territoire français, et rendent si difficile leur obtention d'un visa de travail ? Parce que cela profite aux capitalistes, qui peuvent se procurer ainsi une main d'œuvre bon marché qui en plus reste à cheval entre le droit du travail et le travail au black. Ou encore : pourquoi n'existe-t-il une loi mettant fin de manière effective à l'écart de salaire entre les femmes et les hommes ? On ne s'arrêterait pas...

Comme on disait, cette violence peut être extrême. Quand, en 1986, Malik Oussekine, un étudiant franco-algérien de 22 ans, était assassiné par la police au cours d'une manifestation contre un projet de réforme universitaire qui instaurait une sélection pour entrer à la fac, c'est de la répression du mouvement étudiant qu'il s'agissait, mais aussi d'un racisme d'État qui tue, chasse et torture depuis des décen-

nales dans l'impunité la plus absolue. On les compte par centaines, par milliers. Quand en 1969, à New York, suite à une descente de police, un groupe d'hommes, lesbiennes et trans se sont révoltés contre les flics qui les menaçaient, tabassaient et arrêtaient jour après jour, c'était une riposte à la violence d'État qu'ils subissaient et subissent encore. C'était le début des émeutes de Stonewall, à l'origine des Marches des fiertés d'aujourd'hui. Quand, le 27 octobre 2005, Zyed Benna et Bouna Traoré, deux adolescents, meurent par électrocution à Clichy-sous-Bois alors qu'ils échappaient à un contrôle de police, c'est de violence d'État qu'on parle. Les contrôles au faciès sont sûrement l'une des formes les plus banalisées de violence que l'État exerce contre les populations issues de l'immigration. Le meurtre de Zyed et de Bouna, ainsi que le lancement de gaz lacrymogènes à côté d'une mosquée ce soir-là, a déclenché une vague d'émeutes dans plusieurs banlieues françaises contre la police

et ses violences, émeutes que l'État a réprimées de toutes ses forces, mais qui restent une démonstration de l'esprit de révolte des habitant-e-s des quartiers populaires face aux conditions de marginalisation et de misère que l'État leur impose.

Ce n'est que par la mobilisation, en comptant sur nos propres forces que nous pouvons imposer notre politique à nous, les exploité-e-s, les opprimé-e-s. Par la grève, par l'occupation de l'espace public, par l'opposition active à des projets inutiles comme celui de Sivens ou à des lois et pratiques visant à exclure et discriminer les gens. En fin de compte, nous sommes plus nombreux et nombreuses qu'eux, il suffit de s'organiser. Nous allons rencontrer, face à nous, la machine de l'État, violente, efficace et dangereuse, cherchant à nous diviser. Mais la lutte paie, et nous nous devons d'être plus intelligent-e-s qu'eux.

Adrián Marselle



Zied



Bouna



Malik Oussekine



Rémi Fraïsse

L'IMPÉRIALISME et la SITUATION au MOYEN-ORIENT

Depuis cet été, la situation au Moyen-Orient s'est radicalement aggravée. En effet, l'apparition de l'État islamique et ses avancées considérables en Irak et en Syrie ont suscité les plus vives inquiétudes parmi les pays impérialistes. De manière générale, c'est le manque de stabilité et la descente dans le chaos d'une région aussi stratégique qui font peur, car le renforcement de cette tendance compromettrait fortement la capacité des impérialistes à y assurer ses intérêts.

Au-delà des processus comme la récente offensive militaire israélienne contre la bande de Gaza, plusieurs guerres sont en cours et s'alimentent les unes et les autres. D'abord, une guerre civile en Syrie, dérivée du soulèvement populaire contre la dictature d'Al-Assad, se mène sur plusieurs fronts et oppose différentes fractions de la bourgeoisie. Puis, une guerre inter-religieuse entre Sunnites et Chiites recouvre toute la région et a pour objectif l'hégémonie au sein du monde musulman. Elle trouve son expression la plus aiguë en Irak et c'est sur le fond de celle-ci qu'est né l'État islamique. Ensuite, l'Irak se trouve en proie à une guerre civile qui voit s'affronter Chiites, Sunnites et Kurdes, lesquels se disputent tous le pouvoir et les réserves pétrolières depuis l'intervention états-unienne de 2003. Enfin, les impérialistes mènent une guerre visant à freiner l'avancée de l'État islamique et à protéger leurs intérêts dans la région en défendant le statu quo.



combattantes kurdes des YPG

Qu'est-ce que l'État islamique ?

Cet État islamique qui hante tant les impérialistes est une organisation armée djihadiste et réactionnaire à dominante sunnite née d'Al-Qaïda d'Irak, lui-même le fruit de l'intervention impérialiste de 2003. D'abord présent en Syrie après le début du soulèvement populaire, il s'est renforcé en Irak en faisant la jonction avec des courants sunnites irakiens armés, des tribus sunnites marginalisées par le régime de Bagdad à dominante chiite et d'anciens officiers de l'ancien régime baasiste de Saddam Hussein. En Syrie, il a été protégé et armé par les monarchies pétrolières du Golfe et par la Turquie. En ce sens, c'était l'un des alliés objectifs des pays impérialistes dans la lutte contre le régime d'Al-Assad. De la Syrie, il a pu faire une percée fulgurante dans le nord de l'Irak à partir duquel il a pu commencer son offensive qui dure toujours aujourd'hui. Il entend effectivement défendre une politique indépendante à la fois des intérêts des régimes en place et des impérialistes à travers la constitution d'un État religieux recouvrant, au moins, l'Irak et la Syrie.

Cette offensive de la part de l'État islamique ne laisse évidemment pas indifférents les impérialistes. Sous l'égide des États-Unis, ceux-ci ont lancé une nouvelle intervention dont l'objectif serait, selon eux, d'en finir avec les pratiques violentes de l'État islamique, lesquelles visent autant les

femmes que les minorités ethniques et religieuses des territoires sous son contrôle. Ils nous présentent cette intervention comme une campagne humanitaire supposée empêcher un génocide ethnico-religieux.

Néanmoins, il s'agit en réalité pour les impérialistes de mener une guerre contre un cancer qui arrive à se renforcer, menaçant ainsi leurs intérêts et déstabilisant encore plus une région

stratégique déjà peu stable. La campagne de frappes aériennes contre les positions de l'État islamique, sans déploiement de troupes pour l'instant, devrait permettre un soutien aux forces de défenses irakiennes contre les djihadistes et à l'opposition syrienne « modérée ». En rassemblant un certain nombre de pays pro-impérialistes au sein d'une même coalition internationale, Obama entendait également répondre à la crise de l'hégé-

à lire

L'Orient Incandescent de Gilbert Achcar

Résistances irakiennes coordonné par Nicolas Dessaux

monie que connaissent les États-Unis et reprendre la main après une gestion peu convaincante des dossiers ukrainiens et syriens.

Le rôle de la France

L'impérialisme français espère lui aussi tirer avantage de la situation comme la visite de Hollande à Bagdad, l'organisation d'une « Conférence pour l'Irak » à Paris et l'association des militaires français à la planification des frappes le montrent. En plus de vouloir faire oublier sa cote de popularité désastreuse, en profitant du relatif consensus autour de l'intervention, Hollande souhaite assurer à la France une présence, quoique limitée, dans une région stratégique pour les intérêts des capitalistes français.

En France, le gouvernement se sert de l'intervention pour apparaître comme le défenseur de la sécurité des Français contre la menace islamiste et pour retrouver l'adhésion de la population à sa politique. Sur le plan institutionnel, cela se traduit par l'adoption par l'Assemblée nationale d'un projet de loi censé lutter contre le terrorisme en restreignant encore davantage les libertés d'expression et de circulation. Par ailleurs, le plan Vigipirate, l'outil principal de l'État français dans sa lutte contre le terrorisme, se voit renforcé par l'augmentation du nombre de flics et de militaires qui patrouillent nos rues, nos gares, nos lieux d'étude et de travail et une chasse aux étrangers, notamment sans-papiers, dont le nombre d'expulsions ne cesse d'augmenter. Un axe fort de la politique gouvernementale aujourd'hui, la lutte contre le terrorisme est en réalité un moyen de criminaliser la contestation sociale.

La résistance à Kobané

Au milieu de ces conflits réactionnaires a émergé il y a plus d'un mois une nouvelle dynamique, cette fois-ci

beaucoup plus progressiste. La ville de Kobané, dans la zone autonome du Kurdistan syrien, est sous le feu de l'offensive de l'État islamique et sa résistance a remis la question nationale kurde au centre d'une crise régionale avec des conséquences internationales qui pourraient arriver jusqu'au cœur de l'Europe. Cette question et celle de la Palestine sont les deux principaux problèmes nationaux au Moyen-Orient. Mais la dimension de la question kurde est alarmante : plus de 30 millions de personnes réparties entre l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie, sans compter les réfugiés dans d'autres pays européens, composent le peuple kurde, le plus grand groupe ethnique privé d'un État

En Irak, les Kurdes sont sous la direction de deux clans rivaux : le Parti Démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan - alliés des États-Unis, qui ont garanti le contrôle du territoire dans le nord du pays et les réserves pétrolières sous l'occupation états-unienne. Ses milices, appelées les « peshmergas », servent de troupes au sol pour les États-Unis et ses alliés. En Syrie, au contraire, les secteurs kurdes ouvertement pro-étatsuniens au sein du Conseil national kurde sont minoritaires.

En définitive, nous pouvons dire que l'impérialisme essaie de tirer profit à la fois de la lutte contre l'État islamique et du recul des processus révolutionnaires des « Printemps arabes » pour reprendre pied dans la région. Il espère réussir son intervention afin de stabiliser la région en faveur de ses agents locaux.

Une déroute de l'État islamique à Kobané, au moins de la résistance kurde actuellement, pourrait éventuellement remettre à l'ordre du jour le droit à l'autodétermination et à disposer d'un État pour tout le peuple kurde.

A l'inverse, une victoire des djihadistes contribuerait à jouer contre cette dynamique, sachant que la coalition impérialiste tenterait certainement de reprendre la main une fois la sale besogne réalisée par l'État islamique contre la résistance kurde. Une telle victoire compromettrait un retournement progressiste de la situation actuelle, enterrant peut-être définitivement ce qu'il reste de la dynamique des Printemps arabes, et renforcerait les positions impérialistes. Une consolidation de ces positions, enfin, pousserait à terme des pentes entières des populations locales dans les bras des forces sunnites réactionnaires qui seraient vues comme une force de résistance alors qu'elles ne le sont en rien. En attendant, les frappes aériennes impérialistes ne feront qu'aggraver la situation dans laquelle vivent et survivent les populations d'Irak et de Syrie.

Sean Paris 1



© Jacques Leclerc 2008

L'UNIVERSITÉ DE NANTERRE REFUSE L'ACCÈS À L'UNIVERSITÉ À DES CENTAINES D'ÉTUDIANTS

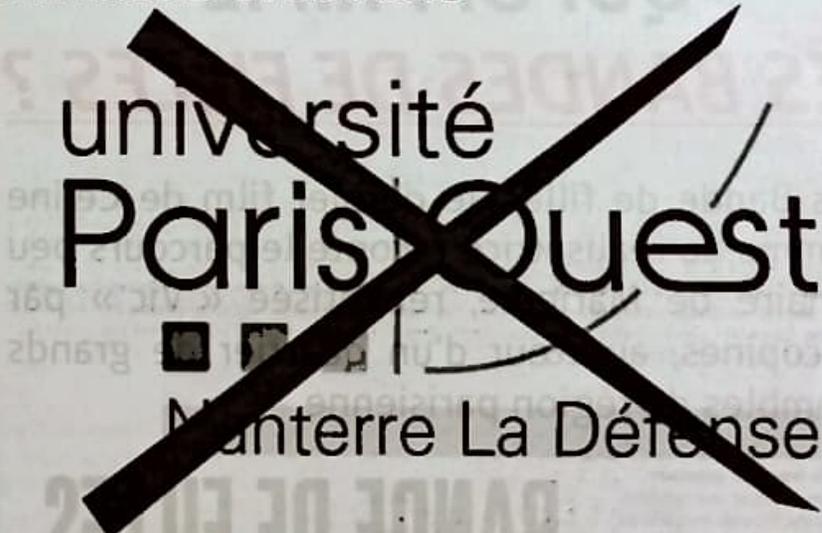
Entre le mois de juillet et le mois de novembre 2014, près d'une centaine d'étudiants « sans fac » de l'université de Nanterre (Paris 10) se sont mobilisés afin d'obtenir l'inscription de toutes et tous dans la filière de son choix. En effet chaque année, ce sont plusieurs centaines d'étudiants qui se voient refuser l'entrée à l'université. Pour la présidence, tous les prétextes sont bons à prendre : démarches administratives hors délais, diplômes étrangers soit disant non reconnus en France, étudiants venus d'autres académies... Chaque année, les procédures d'inscription se révèlent de plus en plus complexes et les délais de plus en plus brefs pour s'inscrire, et les administrations semblent faire leur possible pour que le plus d'étudiants possible restent sur le carreau.

Car ces refus d'inscription de plus en plus nombreux chaque année ne sont pas le fruit du hasard et ont une seule et même origine : la pénurie budgétaire des universités. Celle-ci qui pousse en effet l'université de Nanterre (mais aussi beaucoup d'autres!) à mettre en place une sélection déguisée afin de pallier aux surcharges d'effectifs et au manque de personnels et d'enseignants auxquels elle est confrontée. Les capacités d'accueil dans de nombreuses filières sont ainsi de plus en plus réduites : en STAPS, en droit, en psychologie, en AES... S'inscrire dans la filière de son choix est presque devenu un privilège ! La politique du gouvernement vis-à-vis des universités, politique de réduction budgétaire

drastique, ne fait qu'aggraver cette situation et à l'échelle du pays se sont plusieurs milliers d'étudiants qui, à chaque rentrée, se retrouvent exclus de l'enseignement supérieur. Il y a peu, le gouvernement a annoncé une baisse de 70 millions d'euros du budget des universités pour l'année 2015... L'accès à l'éducation pour tous semble plus que jamais remis en cause et plus que jamais, il faudra lutter pour son maintien !

Lutter, c'est l'option qu'on choisit les « sans fac » de Nanterre dès le début de l'année scolaire. Pour obtenir leur inscription, les étudiants se sont organisés collectivement et ont tenté de construire un rapport de force suffisant pour faire céder l'administration. Pour cela, dès le mois de juillet des assemblées générales hebdomadaires ont été mises en place où les étudiants discutaient entre eux de leurs situations respectives et des suites à donner au mouvement. Les négociations étant tendues avec la vice-présidence de l'université cette année, il a fallu mener une campagne de sensibilisation auprès de l'ensemble des étudiants. Ainsi, des sans-facs se sont regroupés chaque semaine pendant plusieurs mois afin d'écrire des tracts, de faire des affiches ou de faire signer des pétitions afin de sensibiliser les autres étudiants à leur situation et de construire la solidarité.

Face à une présidence sourde à la mobilisation étudiante et refusant toute négociation, les « sans fac »



n'ont pas hésité à multiplier les rassemblements : devant les bureaux de la présidence, devant le conseil d'administration de l'université, devant le rectorat de Paris... Ces actions et la détermination des étudiants ont au final, permis d'obtenir l'inscription de près de 400 personnes. A une échelle locale, cette mobilisation montre que lorsqu'on refuse la résignation, lorsqu'on agit collectivement pour défendre nos droits, il est possible d'inverser le rapport de force face aux administrations et au gouvernement et d'imposer nos revendications !

Moira et Alex Paris 10

Le social se rebelle contre l'anti social !



Les étudiants en travail social suivent des formations pour devenir assistants sociaux, éducateurs spécialisés, moniteurs éducateurs... Ces formations alternent des périodes de formations théoriques et de formations sur le terrain à travers des stages. Le gouvernement a mis en place deux lois qui étendent la gratification, c'est à dire la rémunération, aux secteurs public hospitalier et au secteur territorial, et qui augmentent le montant de celle-ci de 436 euros à 564 euros par mois pour 35 heures de travail par semaine. Autant dire, que ça ne permet pas de vivre, et les étudiants sont nombreux à faire des triples journées de travail : cours, stage et emploi.

La mesure du gouvernement n'a pas été accompagnée de fonds pour les structures publiques accueillant ces étudiants, ce qui fait que de nombreux étudiants n'arrivent pas à trouver de stage car les structures ne peuvent pas les financer. Avec les coupes budgétaires, les services publics ne peuvent plus fonctionner...

avec cette formation. La multiplication des problèmes pour trouver des stages, pour financer les formations... permet au gouvernement de prévoir un rattachement des formations du travail social aux universités. C'est la formation même qui serait ainsi remise en cause.

La richesse de cette formation est liée à son articulation théorique et pratique. Avec la nouvelle mouture, ils veulent des années communes aux différentes formations, avec moins de 6 mois de stage. Finalement, au nom des économies, la formation sera vidée de son sens et ne permettra pas aux étudiants d'être dans de bonnes conditions pour suivre les usages de leur secteur d'intervention.

Finalement, après avoir brisé des vies avec la misère, la violence du système, le gouvernement prévoit maintenant de briser la formation de celles et ceux qui essaient de leur venir en aide.

Coupes budgétaires le faux recul du gouvernement

Le 28 octobre dernier, le gouvernement décidait d'amputer de 20% la dernière tranche du financement des universités pour l'année 2014. Une économie de 350 millions d'euros, soit 5 % des versements annuels de l'État aux universités. De quoi faire bondir dans les facts, où ces financements servent à 90 % à payer les salaires des agent-es des universités.

Une conséquence des réformes des universités

Depuis les lois d'autonomie de 2007 et de 2009 (LRU 1 et 2), les universités reçoivent des dotations annuelles de l'État versées en quatre fois. Dans la logique de transformation des facts en entreprises privées, amplifiée par la loi Fioraso de 2013, ces versements sont dorénavant appelés des « subventions ». Ceci à la mesure d'être clair : pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, les universités doivent à terme être capables de trouver elles-mêmes de quoi financer leurs employés, leurs locaux, et leurs recherches... Tant pis si pour cela elles doivent transformer le contenu de leurs formations et de

Probablement inquiet par les possibilités de mobilisation dans les facts, suite à la manifestation « sciences en marche » du 17 octobre et aux mobilisations dans les facts suite à l'assassinat de Rémi Fraisse, le gouvernement a décidé de faire marche arrière. Les universités échappent finalement aux restrictions budgétaires dans la fonction publique annoncées ce 12 novembre. Les nouvelles économies décidées par le gouvernement pour 2014 s'élèvent tout de même à 1,8 milliard d'euros supplémentaires, mais les facts sont épargnées. Les 20 % seront versés en novembre, pour cette fois-ci...

Les chaînes musicales des Économies



Le « cadeau » a un goût amer. Si le budget des universités n'est momentanément pas amputé, c'est que cette coupe est reportée sur un autre service public (santé, sécurité sociale, etc). Par ailleurs, le budget des universités pour 2015 pointe en baisse. C'est qu'il s'agit de financer les seuls vrais cadeaux de ce gouvernement : ceux (riscares) qu'il fait au patronat.



QUI OPPRIME

LES BANDES DE FILLES ?

Dans Bande de filles, le dernier film de Céline Sciamma, la réalisatrice raconte le parcours peu ordinaire de Marieme, rebaptisée « Vic » par ses copines, au cœur d'un quartier de grands ensembles de région parisienne.

L'identité de femme en question

Le propos de ce film se veut subversif. Céline Sciamma filme les invisibles du cinéma français : des femmes noires de quartier populaire, d'habitude reléguées à des rôles secondaires passifs lorsqu'elles ne sont pas tout simplement absentes.

À travers son héroïne qu'elle suit dans son quotidien, de la fin du collège à son entrée dans l'âge adulte, elle questionne l'identité féminine. Après avoir traité de l'identité sexuelle dans La naissance des pieuvres, de l'identité de genre dans Tomboy, de l'identité de genre dans Tomboy, elle bouscule la catégorie du féminin : les personnages de Bande de filles n'aspirent pas à se marier et à fonder une famille et font autant usage de la violence que les hommes. Elles crachent, s'insultent et se battent.

En suivant le parcours de Vic et sa bande de copines, Céline Sciamma met en lumière l'oppression que ces jeunes femmes vivent quotidiennement en tant que femmes, dans leur quartier et notamment dans le cadre de leur famille : harcelées dans la rue, violentées chez elles, elles sont systématiquement traitées différemment des hommes et dans des positions de subordination vis-à-vis d'eux.

La réalisatrice montre que si elles sont souvent en concurrence entre bandes différentes, elles peuvent être solidaires entre elles face aux hommes, entre sœurs, entre copines, etc.

Un film féministe bourgeois ? L'Etat, ce grand absent

Mais dans ce film, le sexisme quotidien qu'elles subissent vient uniquement de leurs pères, de leurs frères et s'arrête aux portes du quartier. Il dénonce à peine, voire pas du tout, le rôle que jouent l'Etat, ses institutions et ses lois dans la mise en œuvre de cette oppression. Pourtant, les hommes de banlieue et les classes populaires n'ont pas le monopole du sexisme, loin de là. Le harcèlement, les violences, les stéréotypes sur les

BANDE DE FILLES



femmes et plus généralement la domination masculine sont véhiculés par l'ensemble de la société, y compris les classes dominantes. Les rapports de domination structurent les relations entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la société : au travail quand on négocie un salaire face à son patron, à l'hôpital lorsque la loi autorise un médecin à refuser de pratiquer un avortement ou encore dans les tribunaux quand les violeurs sont relaxés.

Cette remarquable absence de l'Etat et de son rôle d'opresseur est valable aussi concernant la question du racisme. Paradoxalement, ce film qui suit des femmes noires s'intéresse peu au racisme dont elles pourraient faire l'objet. Lorsque c'est le cas, il est uniquement le fait d'individus croisés au hasard de leur parcours et n'est ni véhiculé par les institutions ni la conséquence de lois. Pourtant, le quotidien dans les quartiers est aussi fait de contrôles au faciès réguliers, d'expulsions de sans-papier-e-s, d'ex-

clusions de l'école, du collège ou du lycée juste parce qu'on est voilée...

Il ne s'agit pas ici de faire de procès d'intention à Céline Sciamma ou de spéculer sur la finalité de son film. Elle ne prétend pas réaliser un documentaire exhaustif sur la vie des jeunes femmes noires issues des quartiers populaires. Mais le cinéma est politique et les réalisateurs/trices doivent se questionner sur le message qui est diffusé à travers leur fiction. De par le sujet qu'il aborde, le quotidien de femmes noires de banlieue, Bande de fille est relativement inédit. Mais de fait, en occultant le rôle joué par l'Etat et ses lois dans leur oppression, Céline Sciamma ne remet pas en cause les clichés véhiculés par l'idéologie dominante, raciste et méprisante, sur les noir-e-s et les classes populaires. Mais comment Céline Sciamma, réalisatrice blanche et d'un milieu bourgeois, aurait-elle pu mieux traiter de cette réalité qu'elle ne connaît pas ?

Emma Paris

#40 - 2014-2015

www.npa2009.org
jeunes.npa2009.org
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste
Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou
Impression : Rotographie - Montreuil.
Numéro ISSN : en cours.
Numéro de commission paritaire : en cours.
Tirage : 1000 exemplaires.

Le Noël de nos **pauvres** patrons...

La rédaction de l'Étincelle Anticapitaliste s'est procuré en exclusivité la lettre envoyée au Père Noël par Jean Edouard, fils prodige de Pierre Gattaz, chef de file du MEDEF.

*Cher père François Noël,
Tu as déjà été très bon pour moi. Papa a réussi à avoir son poste à la direction du MEDEF qu'on s'était demandé à Noël dernier, ce qui nous a permis d'augmenter encore notre liste de cadeaux qu'on a eu tout au long de l'année : on a eu plein d'argent avec les dividendes et les intérêts de père dans les grandes entreprises se sont encore démultipliés on a pu partir au Qatar, voir les amis de dady qui nous ont offert des parts de marchés sur l'or Noir (j'ai pas très bien compris ce que c'était mais il avait l'air content). Puis on a pu aussi toucher des cadeaux venant d'Ireva qui grâce à l'ami de père, François, a encore augmenté les sous qu'ils nous donnaient on est passé d'un chiffre à six zéros à 9, je me rends pas bien compte mais la nouvelle biognoire en or (doré cette fois ci) me fait dire que c'était bien.
Malgré tout cela, j'aimerais bien quelques cadeaux pour Noël que je n'ai pas pu encore avoir.
J'aimerais bien avoir un compte chez APER, tu sais c'est l'entreprise qui fait des assurances de retraite privé et des prêts aux amis de Papa, bien sûr il faut un million d'euros pour avoir un compte VIP mais bon ça devrait pas trop te gêner. Je voudrais aussi la nouvelle montre Cartier, celle en or avec les diamants à l'intérieur (qu'on voit pas) mais c'est pas grave car on me dit qu'il y a des diamants plein de sang des africains. Pourtant j'en ai pas vu sur le collier de Maman quand elle les a reçus après son voyage au Nigeria.
Père me fait passer un message qu'il aimerait que tu écoutes : il voudrait que tu lui permettes de licencier plus facilement, d'en finir avec le SMIC et surtout de pouvoir plus facilement licencier ces « connards » de grévistes qui s'opposent à sa volonté.*